

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 17 FÉVRIER 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/91 ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'ASSOCIATION UNION SPORTIVE SEYNOISE D'UN MONTANT DE 130 000 € - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Louis MASSON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/91

BUREAU DU 17 FÉVRIER 2025

**O B J E T : A T T R I B U T I O N D ' U N E S U B V E N T I O N D E
 F O N C T I O N N E M E N T A L ' A S S O C I A T I O N U N I O N
 S P O R T I V E S E Y N O I S E D ' U N M O N T A N T D E 1 3 0 0 0 0 € -
 A U T O R I S A T I O N D E S I G N A T U R E**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la convention annexée à la présente décision,

CONSIDERANT l'image positive, en termes d'effort et d'esprit d'équipe, véhiculée par ce club auprès de la population de la Métropole et notamment auprès des jeunes,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée soutient les actions liées à la politique de la ville et à la cohésion sociale,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée entend soutenir, au travers de sa compétence Sport, encourager les ambitions de ces clubs sportifs tout comme les manifestations d'envergure organisées sur son territoire,

Et après en avoir délibéré,



D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention de 130 000 € (cent trente mille euros) à l'association « Union Sportive Seynoise ».

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention ci-annexée avec l'association « Union Sportive Seynoise ».

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits sur l'opération n°52235, fonction 3272, article 65748 du Budget Principal 2025.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 février 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0

CONVENTION D'OBJECTIFS

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 et du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « **Toulon Provence Méditerranée** », ayant son siège Hôtel de la Métropole 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n° _____ du bureau métropolitain du _____.

D'une part,

Ci-après désignée « La Métropole TPM ».

ET

L'association « **Union Sportive Seynoise** » ayant son siège « Stade Municipal Marquet » avenue Pierre MENDES France – BP 366 – 83500 La Seyne sur mer, représentée par son président, Monsieur Florian BEGUINE, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration.

D'autre part,

Ci-après désignée « L'association ».

PREALABLEMENT LES PARTIES EXPOSENT :

Toulon Provence Méditerranée souhaite développer son image auprès du public en général et du jeune public sportif en particulier. L'Association « Union Sportive Seynoise », touche tous les publics.

De plus, la métropole se doit de soutenir les actions liées à la politique de la Ville et à la cohésion sociale indispensables sur l'ensemble de son territoire.

Partant du constat que le rugby est une des disciplines préférées des 10 – 20 ans, tant au niveau national que local, et que le « Union Sportive Seynoise » est un club phare de la discipline dans la métropole, il a été décidé de soutenir son activité.

CECI EXPOSE. LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Métropole TPM décide d'attribuer à l'association « Union Sportive Seynoise », une subvention au titre de l'année 2025.

ARTICLE 2 : Engagements de l'association :

L'association s'engage à :

- Se conformer à son programme d'actions, tel que défini par son Conseil d'Administration.
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.
- Faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (pour une subvention comprise entre 23 et 75 000 euros)
- Faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (si la subvention est supérieure à 75 000 euros)
- Faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes (si la subvention est supérieure à 153 000 euros)
- Valoriser et préciser les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans leurs comptes annuels.
- Communiquer à la Métropole TPM au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 7 de la présente convention.
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole TPM notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
- Soumettre pour validation au service communication, tous les supports qui seront mis en place lors des événements (carte d'invitation, affiches, programmes, ...).
- Informer la Métropole TPM en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER), conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-21 du 12 avril 2000 en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'agrément de l'état *« s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (... », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toutes actions portant atteinte à l'ordre public »*. Le Contrat d'Engagement républicain se trouve en annexe de la convention.
- Porter à la connaissance de la Métropole TPM tout changement de statut de l'association. L'association informe sans délai l'administration de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Informer sans tarder la Métropole TPM par en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.

Dans le cadre de son programme d'actions, l'association s'engage également à :

- Poursuivre le dispositif « mêlés crampons » : situé au niveau local dans la Cité Berthe il permet à 30 enfants, de 8 à 13 ans, 4 fois par semaine de bénéficier d'aide aux devoirs et d'initiation au rugby. Il est également organisé autour ce dispositif diverses activités autour de la culture.

- Organiser des stages pendant les vacances scolaires destinés aux licenciés.
- Organiser des plateaux de rugby de niveau régional et national.
- Organiser la journée de cohésion avec le club « Les roqueurs ont du cœur ».
- Conserver le centre d'entraînement labellisé pour envisager la création d'un centre de formation.
- Poursuivre l'organisation et les échanges avec des personnes en situation de handicap : rugby inclusif.
- Poursuivre le développement du rugby féminin grâce à la création de l'équipe cadette en lien avec le club de St Mandrier.

ARTICLE 3 : Engagements de la Métropole TPM :

En vertu de la décision n° _____ du bureau métropolitain en date du _____, la Métropole TPM s'engage à soutenir financièrement les actions d'intérêt général menées durant l'année 2025 par l'association par le versement d'une subvention d'un montant **de 130 000 euros (cent trente mille euros)**.

ARTICLE 4 : Obligations financières et comptables de l'association :

L'association s'engage à :

- communiquer à la Métropole TPM, au plus tard le 30 juin de l'année suivant la date d'arrêt des comptes, le compte d'emploi de la subvention attribuée accompagné du rapport d'activités de l'année écoulée et du rapport financier,
- formuler sa demande annuelle de subvention entre le 1^{er} septembre et le 30 novembre de l'année n-1, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours,
- tenir à la disposition de la Métropole TPM tous les éléments financiers permettant de mesurer la bonne exploitation des activités financées,

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole TPM pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

ARTICLE 5 : Evaluation de l'action :

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à la fin de la saison sportive à une évaluation de l'action et de la programmation sportive sur des critères à la fois quantitatifs (fréquentation, etc.) et qualitatifs (retombées économiques ou médiatiques des actions ...) et la remise d'un rapport RSE en juin 2025.

La Métropole TPM se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la Métropole TPM tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 6 : Date d'effet et durée de la convention :

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025.

ARTICLE 7 : Modalités de versement de la subvention :

La participation financière de 130 000 euros (cent trente mille euros) sera versée à l'association selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 80 % soit 104 000 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 26 000 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :

✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,

✓ Un rapport annuel d'activités,

✓ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable si la subvention est supérieure à 75 000 euros : bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un, obligatoire pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000€.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole TPM par voie dématérialisée. L'association s'engage sur la conformité des versions envoyées.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole TPM.

Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole TPM.

La Métropole TPM contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 8 : Contrôles par les services de la Métropole TPM :

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole TPM peut contrôler et évaluer l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention. En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole TPM pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole TPM tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 9 : Les modifications à la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 10 : Divers :

L'association fera par ailleurs son affaire :

- du respect, pour toutes ses activités, des règles de sécurité,
- de la mise en place des actions sportives,
- de la recherche de partenariats divers et autres mécénats publics ou privés.
- de la mise en place de son projet d'actions d'éducation et d'intégration défini par son Conseil d'administration.

ARTICLE 11 : Sanctions en cas de non-respect des obligations contractuelles :

En cas de non-exécution par l'association de l'un ou l'autre de ses engagements contractuels et en cas de retard significatif dans la production des documents, la Métropole TPM pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

La Métropole TPM en informera l'association par lettre recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations.

En cas de non-respect par l'association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, la Métropole TPM pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des subventions indûment perçues.

En outre, la Métropole TPM pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, ainsi qu'en cas de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association. La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate de la subvention.

ARTICLE 12 : Assurance et Responsabilités :

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole TPM ne puisse être recherchée.

L'association devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectif des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association adressera l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole TPM dans le mois suivant sa réception.

ARTICLE 13 : Politique de Gestion des Données Personnelles :

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole TPM s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole TPM collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence « SPORT ».

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole TPM prend toutes mesures appropriées

pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- o Courrier : donnees_personnelles@metropoleToulonProvenceMéditerranée.fr
- o Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole Toulon Provence Méditerranée, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

ARTICLE 14 : Le tribunal compétent en cas de litige :

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 15 : Caractère exécutoire :

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association.

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'association
Union Sportive Seynoise

Florian BEGUINE